

COMPTE RENDU D'UN DEBAT MAISON

INFORMATIONS SUR LE DEBAT MAISON

Lieu : **Grange dîmière de Négron**

37530 NAZELLES NEGRON

Date : **24 septembre 2020**

Nombre de participants : **42**

Les propos recueillis sont anonymés

CONTENU DE LA REUNION Quel thème principal a été abordé ?

Thème 1 : Quels modèles agricoles pour la société ?

1. Demain, quels agriculteurs et combien ?
2. Accéder à la terre quand on veut être agriculteur : comment ça marche ?
3. Revenu agricole : comment relever le défi ?
4. Quels critères pour orienter les aides de la Politique Agricole Commune ?
5. Quelle évolution des pratiques d'élevage ?

Nous avons envisagé de traiter le thème suivant :

Thème 2 : Quelle transition agroécologique pour l'agriculture ?

mais faute de temps il n'a pu être traité complètement. Cependant un certain nombre d'interventions lors du thème 1 traitent aussi de la transition.

Les propositions résultant des échanges ci-après figurent page 10

A partir de ce thème, quels sujets ont émergé ?

Quels constats ou diagnostics ont été exprimés sur ces sujets ?

1. Demain, quels agriculteurs et combien ?

Paroles de ...

...Céréaliier :

Le rôle de la PAC serait de rendre les exploitations viables en soutenant leurs revenus

Si les entreprises sont viables avec un revenu correct le renouvellement se fera au mieux.

Il faut aussi préciser que les céréaliiers n'ont pas le pouvoir de commercialiser directement leurs produits, ils doivent passer par les filières traditionnelles en particuliers les coopératives.

...céréaliier BIO :

Rendre plus attractif le métier, gagner sa vie correctement, et à peu près dans le même ordre que les autres métiers ; pas la peine de travailler plus ...pour gagner moins ! Le revenu PAC : l'Europe s'est ingéniée à modifier le bénéfice attendu de la PAC, de ce fait, elle s'est évertuée à détruire l'organisation d'avant la régulation et le contingentement.

Mais la remise en cause de ce qui fonctionnait avant a engendré :

- l'agrandissement des installations
- la défiance envers le métier d'agriculteur
- de pratiquer une culture en grande quantité mais pas payée au juste prix.

Pour la pérennité de ce métier, Il faudrait pourtant des entreprises viables, en particulier pour la reprise des exploitations et aussi pour s'agrandir.

Une évolution serait également nécessaire, que les consommateurs acceptent de payer les produits Bio plus chers.

...éleveur laitier :

Comment faire pour s'agrandir quand il y a moins de revenus ? On subit trop la situation.

- pas de vacances,
- pas de congé de maternité,
- défiance de certains à l'encontre du milieu agricole :

Quelle est la cohérence dans tout cela ?

...Retraité agricole :

Il faut une politique de prix, de valeur ajoutée et la nécessité de couvrir les coûts de production. Bien souvent l'agriculteur produit à perte ; Cela entraîne des situations où l'agriculteur est à 40 45 % en dessous du Smic.

Il est indispensable de couvrir le prix de revient et non pas de vendre à perte.

Il faut préserver le revenu par le travail et non pas compter sur les primes pour compenser la baisse des prix.

Il faudrait avoir des garanties sur les prix pour une quantité déterminée.

Il y a une contradiction entre l'obligation de s'agrandir et maîtriser la surproduction.

...céréaliériste, syndicaliste agri :

C'est la politique des 27 qui est à revoir car il y a des disparités dans la surface des exploitations : quand en France on compte 150 ha, dans les pays de l'est européen on voit du 500 ha voire du 1500 !

Le fonctionnement est trop technocratique, pas un agriculteur ne gagne sa vie correctement.

La PAC ne sert qu'à faire vivre le Système ! " *La PAC sert à faire vivre un système de technocrates, qui s'en mettent plein les poches*".

Europe = Technocrates qui sont payés pour imposer aux agriculteurs des règles et contrôles excessifs !

...Productrice laitière :

Nos conditions de travail sont inacceptables : pas de congés, car peu de personnes disponibles pour assurer le remplacement pendant l'absence du responsable, et se faire remplacer et garder la qualité ce n'est pas évident du tout. Il y a une somme de travail importante.

Vies de famille perturbées (divorces...) peu de satisfaction dans ce contexte.

Beaucoup de jeunes agriculteurs s'arrêtent car le malaise est extrême

Peu d'efforts faits par l'Etat et l'Europe pour améliorer les choses :

- pouvoir d'achat insuffisant
- aides réduites et déduites sur les revenus futurs

La plupart des jeunes qui démarrent arrêtent au bout de 2 à 3 ans car ils en ont marre de faire 80h par semaine et que la famille ne les suit pas. ... Si je pouvais, je reviendrais en arrière...

Au niveau de l'Etat ça ne suit pas.

...Céréaliériste bio :

Pour les jeunes "on est hors-cadre si on gagne un peu plus" les jeunes doivent être aidés pour s'installer, il y a trop de contrôle.

Il faudrait desserrer le carcan concernant la législation.

Si on gagne un peu trop bien sa vie car on a bien travaillé, on est hors cadre, on doit redonner des aides qu'on a touchées. Mais on est sûr du vivant, il faut laisser des possibilités aux jeunes le temps de s'installer. Il faut arrêter de contrôler tout le temps.

Y a des aides, parfois on est obligé de courir après pour survivre. Puis on vous annonce que vous êtes hors cadre et qu'il ne faut pas rembourser mais qu'on le retiendra sur les années à venir. C'est absurde.

Il faut desserrer ce carcan et éviter ce mille-feuille administratif terrible.

...vigneronne :

Pour l'attractivité, je propose d'être plus en contact avec le consommateur, faire de la vente directe, ça peut participer à la valorisation du boulot quand on est en contact avec les gens qui consomment le produit. La pratique des circuits courts permet de valoriser le travail et les contacts directs avec le consommateur, rendent le métier plus attractif et rémunérateur.

...vigneron :

Il y a plusieurs filières (le monde vigneron ou laitier...) où l'on peut vendre en direct mais les céréaliers eux, sont obligés de commercialiser leur produit.

Plus on multiplie la transformation plus on valorise.

Quel monde agricole pour demain et quelle formule pour valoriser mon exploitation ?

Dans les fermes les gens commencent à vendre leur viande.

Pour moi la valorisation c'est la transformation !

...Coopérative :

La mise en place de coopératives était une solution pour aborder un marché plus concurrentiel

Mais elles sont devenues à ce jour industrielles,

On a perdu la main et le but de leur création initiale ...

...La transformation, c'est un nouveau métier qui exige de l'investissement

2. Accéder à la terre quand on veut être agriculteur : comment ça marche ?

...Eleveur-laitier :

Ma création remonte à il y a 7 années. J'ai eu un énorme problème pour la négociation des terrains.

La SAFER ne joue pas son rôle pour le foncier au bénéfice des agriculteurs. Pour moi, elle ne sert à rien.

C'est devenu une agence immobilière, on voit beaucoup de terre qui partent à des parisiens.

Ils sont censés garder le foncier pour des agriculteurs et le vendent à d'autres...

S'installer hors cadre familial c'est un problème du fait de la spéculation foncière

Transmission par héritage ; ce n'est plus d'actualité

Hors cadre familial : c'est le parcours du combattant

Reprendre des terres c'est la croix et la bannière !

Il faut plus de terres pour la culture

- trop de ventes pour la construction et pour des zones artisanales ou commerciales

- c'est le parcours du combattant pour reprendre des terres qui sont libres

.... Installé en cadre familial :

Quand on est non-agriculteur à l'origine, et qu'on cherche à s'installer, c'est compliqué. Y a sans doute la SAFER qui a un rôle mais la CDOA aussi. On a l'art de se flageller dans l'agriculture...

Il y a aussi des agriculteurs qui ne veulent pas que des jeunes arrivent, il faut aussi se remettre en question nous-même.

...Céréaliier :

On a eu des propriétaires bien attachés au sol, et on les a bien dégouttés. On nous a vendu que l'agriculture c'était moderne, on va avoir des investisseurs (en fait c'étaient des propriétaires) et ils veulent un retour sur investissement.

Si on veut demain des agriculteurs qui vont respecter et transmettre ces sols, c'est en toute logique qu'ils vont en être propriétaire. Il faut le savoir, car transmettre ça veut encore dire des choses pour les agriculteurs. Si on veut respecter le sol, la biodiversité, les cycles, il faut respecter aussi le propriétaire. Il faut remettre la terre et le terroir dans son environnement naturel...

Cela rend difficile l'intégration pour les jeunes qui souhaitent s'installer.

IL faudrait des investisseurs pour faire des plans financiers fructueux

A chaque génération il faut consentir à de plus en plus d'endettement

Il faudrait repenser la terre et le terroir dans son contexte originel

La transmission est un problème ; le montant de la retraite est très faible...

S'installer demande une forte capitalisation car les fermes ont de la valeur, ce qui empêche la transmission familiale.

Le problème dans l'agriculture, c'est que le montant des fermes nécessite une telle capitalisation que ça nécessite un cadre familial. Maintenant on a la moitié des installations qui sont hors cadre, c'est difficile car ça nécessite de s'endetter pour longtemps à chaque génération, il faut transmettre ce capital d'exploitation ça nécessite de plus en plus d'endettement.

Il faudrait changer l'attribution des aides qui devraient servir à réguler les inégalités

Concernant les aides de la PAC, il faut savoir qu'un maraîcher qui cherche à s'installer ne va quasiment pas toucher d'aide. Pourtant il est bien utile au territoire (40% des fruits légumes sont importés de l'extérieur du territoire.)

Les aides devraient servir à réduire les inégalités entre les agriculteurs. Si on veut attirer et aider à s'installer.

Il faut passer d'une aide à l'hectare à une aide à l'actif.

La PAC offre peu d'aide pour l'installation des métiers "divers" (maraîchage et autres)

...Pourtant nous savons tous que le monde agricole a une mission essentielle et primordiale nourrir la population.

... d'élus local :

Sur la maîtrise du foncier agricole je pense que c'est une question qui relève de l'aménagement du territoire mais pas seulement de la transmission. Il faut savoir que les nouveaux documents d'urbanisme ont pris en charge pour favoriser au maximum le maintien des terres agricoles et bloquer l'artificialisation. Je pense que ça ne devrait pas uniquement dépendre du monde agricole, car l'enjeu c'est de faire vivre la planète et nourrir la population dans les années à venir.

Sur ce problème du foncier et de l'installation des jeunes agriculteurs, il faut savoir que quand un agriculteur arrête et vend, il vend au plus offrant.

...Consommatrice : fille et petite-fille d'agriculteur, élues :

Elle a dû faire des études différentes car ses parents ne souhaitent pas qu'elle s'installe en agriculture au motif que cela paraissait trop difficile et peu rentable.

Pourtant, beaucoup de jeunes veulent retourner à la terre

Paradoxalement, on constate également que beaucoup de terres ne sont plus exploitées (friches, taillis, vignes délaissées)

Il faudrait laisser la terre aux "terriens" et à ceux qui la travaillent

En France, les terres agricoles sont dévalorisées

La production locale est souvent qualifiée de trop chère ! Pourquoi ?

- La PAC est à revoir

- les aides doivent préciser leurs finalités

- Nous ne pouvons oublier que les aides, c'est de l'argent public.

Si les prix étaient plus en accord avec la réalité, l'agriculteur vendrait ses produits au juste prix et il n'aurait plus besoin de la PAC ; il faudrait que cesse ce sentiment que la PAC sert à faire vivre beaucoup de fonctionnaires, ce qui en outre conduit l'opinion à croire que les agriculteurs sont des assistés.

PAC = asservissement de l'agriculture. C'est un système qui a poussé les agriculteurs à s'endetter pour s'agrandir et acheter par conséquent des machines et matériels toujours plus performants mais aussi en conséquence plus important financièrement.

En tant que consommateur je n'ai pas envie d'acheter de la viande d'Argentine, y a une vraie demande de consommer local.

S'il y a quelque chose à travailler localement, ce sont les structures de transformations.

...Indépendance alimentaire :

A propos de l'Indépendance alimentaire il est à noter que pendant le confinement (Covid 19), il manquait beaucoup de produits de base dans les magasins : sucre, lait, beurre, papier wc et autres...

Nous sommes trop dépendants des importations et des transports de tout genre

...Pépinieriste et représentant syndical :

Il faut laisser travailler les agriculteurs. L'agriculture française qui est l'une des plus respectueuses et écologiques du monde... Faire plus vertueux que ce qu'on fait aujourd'hui ça va nous coûter un bras !

Je pense qu'il faudra laisser la terre aux gens qui la travaille. Si demain on a plus la maîtrise de notre outil de travail ce sera une catastrophe pire qu'aujourd'hui. Il faut se poser de questions. On est le pays européen ou le prix du foncier est le moins cher (Allemagne 1ha = 50 000 €) ...

Aujourd'hui on a des dates de travail, sauf qu'on travaille avec du vivant alors qu'on travaille avec la météo.

Le local c'est très bien, mais nos coûts sont plus élevés que d'autres pays mais est ce que demain le consommateur va accepter de payer plus cher pour avoir du local ?

3. Revenu agricole : comment relever le défi ?

...X :

On parle d'aide et de certification mais pourquoi parler d'aide ? on a l'impression d'être des assistés si le prix ne correspond pas au travail qu'on fait.

On n'a pas besoin de tous les fonctionnaires de l'état...On est en train de régionaliser, on va se faire concurrence entre région.

Si aujourd'hui on nous payait du blé à au prix du temps de mon grand-père, on ne gagnerait pas notre vie, y a que la matière première qui a été réévaluée en 30 ans, pourquoi ?

...vigneron :

On a du mal à avoir des prix à valoriser. L'inquiétude, est ce que tous les consommateurs seront prêts à payer.

La PAC compense ; est-ce qu'elle ne pourrait pas servir à éduquer les ménages à savoir combien coûte leur alimentation. Avant c'était 30 à 40 % de leur budget maintenant c'est 13 à 15 %. Et pourquoi pas avoir des aides sous forme de ticket alloués aux consommateurs sous certaines conditions, pour acheter aux agriculteurs locaux, pourquoi pas ?

... céréaliier :

La PAC a été un asservissement avec les aides de l'agriculture. On a construit des empires industriels sur le dos des agriculteurs. La PAC est un système qui a aidé les agriculteurs à s'équiper en engins...

Ceux qui s'en sont tirés ont fait de la vente directe mais tout le monde ne peut pas en faire.

Les produits agricoles c'est 5 % du budget des consommateurs ça devient 15% pour les produits une fois transformés.

"On n'a pas de quoi manger bon et bio mais on continue à partir 4 semaines en vacances"

Lors de la Covid 19, les consommateurs se sont rendu compte qu'il y a des produits de base indispensables et produit proche de chez eux.

Est-ce que demain on pourra continuer à acheter du soja transgénique pour nourrir nos élevages alors qu'il y aura des pays émergents comme la Chine qui vont les acheter plus cher ? L'ensemble de la production va partir en Chine et nous on ne pourra plus en avoir...

On ne peut pas se dire, demain je deviens agriculteur, ça demande un investissement humain, physique et coûteux.

...Eleveuse laitière :

La PAC a été créée pour inciter à plus de productivité, mais la population a changé ses habitudes.

La surproduction et les prix indexés sur les cours mondiaux du lait ont engendré un déficit effrayant pour les producteurs.

Mais un affrontement se dessine entre l'agriculture productive et l'agriculture qualitative.

Coté aides de la PAC on parle aussi du qualitatif et c'est ça qu'il faut valoriser.

...Céréaliériste :

Les céréaliéristes étaient, dans le passé, soutenus par la PAC mais plus maintenant, (pour 285 ha j'avais 61 012 € d'aides contre 51 000 € maintenant).

Tous les pays européens devraient être égaux sur tous les plans et arrêter de se faire concurrence (souvent déloyale). Il faut harmoniser les pays et les normes. Arrêtons de superposer toutes ces normes. Et arrêter d'importer des produits mondialisés qui ne respectent pas ces normes. Il faudrait aussi ne plus importer à outrance les produits qui peuvent être cultivés et récoltés sur place.

...Pépinériste :

A la demande de certain public il est fait un point d'information sur HVE haute valeur environnementale : HVE se décline à l'ensemble de la profession agricole selon les niveaux :

1er niveau auto-diagnostic

2ème audit et respect d'un référentiel comportant 16 exigences, efficaces pour l'environnement

3ème : qualifié de « Haute Valeur Environnementale », est fondé sur des indicateurs de résultats relatifs à la biodiversité, la stratégie phytosanitaire, la gestion de la fertilisation et de l'irrigation.

C'est une démarche instaurée suite, au Grenelle de l'Environnement en 2007, qui a pour but d'inscrire le monde agricole dans une démarche vertueuse. Sauf, qu'on y est déjà.

Déjà pour attendre le niveau 3 y a un énorme travail à faire administratif, et des personnes.

Le niveau 3 est très difficile à atteindre Y a une vraie volonté d'y aller mais y aller pourquoi ? Si ça n'augmente pas le revenu pourquoi y aller ?

Quel est le marché ? quel est le débouché ? surtout pour les entreprises agricoles qui n'ont qu'une seule filière économique.

Moi j'ai l'avantage d'avoir plusieurs segments de marché en vente direct, par internet etc.

C'est ce qui m'a permis de passer la crise de la Covid, mais ce n'est pas un modèle applicable aux céréaliéristes par exemple.

4. Quels critères pour orienter les aides de la Politique Agricole Commune ?

...Ingénieur retraité et consommateur :

Pour faire le lien avec les consommateurs, il faut faire disparaître le mot subvention. Ce n'est pas normal que ça soit les subventions qui fassent votre business. Il faudrait que les agriculteurs n'acceptent plus les aides mais les agriculteurs ont besoin d'aides pour survivre. Les risques sont très grands pour les jeunes, il y a des suicides, c'est tabou !

Pourquoi ? Les états se désengagent et les assurances aussi.

...Céréaliériste bio :

On parle de moins en moins de subventions et de plus en plus d'aide. Mais ça revient au même.

On va parler de redistribution.

L'industrie, elle, en profite aussi pour installer une entreprise à un endroit pour maintenir de l'emploi.

On ne comprend pas pourquoi on a besoin d'aide pour vivre alors qu'on produit. Il ne faut pas oublier non plus les aléas climatiques, on subit le dérèglement climatique, on est en première loge.

On voit bien que dans les Etats qui s'engageaient, il y avait un système d'assurance pour garantir un revenu

L'état se désengage. Et on voit que des assurances se désengagent aussi car ça leur coûte trop cher.

Quelles difficultés vont prendre les jeunes agriculteurs et risquer de s'endetter en cas de perte...

Suicide dans la profession : surendettement... être dans une impasse, ça veut bien dire que la PAC ne répond pas à cette situation !

On ne pourra pas demander des enjeux environnementaux, des enjeux de la biodiversité, on ne pourra pas ou alors nos enfants ne pourront pas le faire ; il faut déjà que la société dans son ensemble fasse un choix ; on met à genoux des producteurs d'autres pays quand on achète des biens à bas prix.

La PAC doit se raisonner, faire des choix sur plusieurs années, être cohérente

...X :

Concernant les subventions de la PAC, c'est le contribuable qui paye ces subventions. D'un autre côté il y a une attente sociétale vers une meilleure protection de l'environnement et de préserver la santé. Votre communauté de commune (CCVA) est engagée dans un contrat de transition écologique, pourquoi ne pas soumettre aux agriculteurs de passer un contrat avec la société avec des prix rémunérateurs ? Les aides qui pourraient être contractualisées dans ce contrat écologique environnemental et alimentaire pour faire cette transition écologique permettraient d'aller vers des prix alimentaires qui rémunèrent le paysan et qui permettrait à tout le monde de s'y retrouver. Payer et financer par l'impôt des aides, qui en termes d'efficacité ne sont pas efficaces, ça dure depuis 1992 ça dure depuis trop longtemps.

...Elu CCVA :

Pour répondre sur le CTE (Contrat de transition écologique) qui se met en place sur le Pays (Loire-Touraine) et pas que sur la Communauté de commune, il y a plusieurs thèmes et c'est le lieu de proposer des projets.

On a plus envie de travailler sur des enjeux locaux. C'est aussi de rapprocher nos mondes.

...pépiniériste :

A travers le PAAT il est important de rapprocher des consommateurs et des agriculteurs

Il faut savoir que sur le Val d'Amboise il y a des fleurons, des entreprises qui exportent dans d'autres territoires français, ça permet une pérennité d'entreprise, ça fait de la valeur ajoutée.

5. Quelle évolution des pratiques d'élevage ?

...x Biocentre :

De quel élevage on parle ? Y a des élevages hors sols, où le lien avec la terre est plutôt négatif ; les attentes sociétales affirment le souci du bien être animal... Comment la PAC pourrait-elle favoriser un type d'élevage qui apporte un plus à l'agriculteur et répond aux préoccupations sociétales ?

...éleveur :

C'est un vrai problème la différence de perception qu'on peut avoir, nous agriculteurs éleveurs, et le citoyen (80% citoyen et 20% ruraux) ! On a énormément de travail à montrer ce qu'on fait, comment on produit, de quelle façon, et les citoyens sont en attente de ça, par rapport à ce que l'on fait. C'est important qu'on ouvre nos fermes [...] J'ai l'impression qu'il y a un fossé qui se creuse entre nous et la population citadine qui est complètement déconnectée de notre monde agricole. On arrive à des excès médiatisés dus à l'ignorance.

J'invite mes collègues agriculteurs à ouvrir leurs fermes...

Les consommateurs sont en attente de comprendre comment les animaux sont élevés, nourris et même abattus.

Certains éleveurs se sont lancés dans la filière production ->commercialisation, mais ce n'est pas à la portée de tous les éleveurs, car il faut des structures qui nécessitent de l'investissement.

...Ancien élu local :

En effet, je rappelle que l'enjeu 9 du PAAT de la CCVA, c'est la communication, et on a un déficit !

...éleveuse laitière :

Il y a des outils qu'on a depuis 20 ans et que les citoyens ne connaissent pas.

La charte bien-être animal par exemple, 80% des éleveurs la suivent, et sont audités tous les 2 ans sur le bien-être.

Sans compter la communication des médias qui transposent ce qu'ils voient comme excès à l'étranger comme si c'était en France. Par exemple, les facteurs de croissance sont interdits en France depuis longtemps par rapport au reste du monde

Internet fait mal aussi, comme le mouvement Vegan qui fait de la désinformation en mettant en avant des exceptions qui deviennent des généralités pour les citoyens.

Pour le déficit des productions des protéines végétales pour les animaux en France, il serait temps de mettre en place une filière structurée ou les coûts ne seraient pas supérieurs au revenu des agriculteurs.

...céréaliériste bio :

Pour revenir sur les protéines végétales... On a demandé de mettre le paquet sur la production de protéines. Je rappelle que s'il n'y a plus d'éleveurs, les céréaliers seraient mal en point, il y aurait aussi un problème de biodiversité pour entretenir les prairies.

Il faut orienter la recherche vers des productions qu'on n'a pas en France, des productions qu'on a oubliées plus résilientes, moins consommatrices d'eau...

On a oublié que dans les sols les plus pauvres, on ne peut plus suivre les rotations, on ne respecte plus le cycle adapté.

Si c'est des hybrides, on oblige aux agriculteurs à acheter chaque année des semences.

Demain on nous prépare à accepter les OGM.

...x institut technique :

Produire des protéines végétales pour l'indépendance, orienter les taxes sur la production vers des recherches sur des plantes fourragères (Vesce), respecter les rotations, éviter les sources de parasites ; mais si les quantités ne sont pas assez achetées, on retombe dans un système pour produire du maïs.

Ça nous prépare à accepter les OGM !

... céréaliériste :

Protéines végétales, on fait venir des millions de tonnes de soja OGM d'Amérique, d'Argentine etc.

Le prix du soja indexé et mondialisé, 450€/tonne y a 5 ans, ces 3 dernières années il est passé à 350€/t ; ce n'est pas concurrentiel avec nos rendements français !

Il faudrait un plan de production!

Les animaux d'élevages et les cultures sont complémentaires. S'il n'y avait pas d'élevage, je ne produirai plus de céréales et ça ne sera pas viable.

...céréaliériste :

Le fait de produire des protéines pour l'élevage ce n'est pas rentable.

On croule sous l'administratif (ex. : dossier PAC luzerne). Il faut se simplifier la vie.

Thème 2 : Quelle transition agroécologique pour l'agriculture ?

Note du rédacteur : Sur ce thème les participants se sont exprimés avec souvent, un retour sur le premier thème qui a été prégnant dans la soirée du débat

1. Eau, air, sol, biodiversité : quels apports par et pour les agriculteurs ?

...x Biocentre :

On a entendu dire La terre au terrien = aux agriculteurs

Mais tout est bien commun terre, eau... J'aimerais entendre des propositions pour prendre en compte ce que disent les citoyens. A quoi servent vraiment les subventions ? Et le problème des intermédiaires, qui importent pour vendre moins cher !

Besoin de reconnaissance des métiers des agriculteurs, de valoriser; cela induit un lien fort à remettre en place entre les citoyens et les agriculteurs, eux qui travaillent à faire vivre les sols.

J'ai peu entendu dans vos propos des propositions pour que la PAC vous aide

La PAC ! Le problème ne vient-il pas non plus des industries agroalimentaires qui vont acheter ailleurs moins cher plutôt que d'offrir de la qualité ?

...céréaliériste, sylviculteur :

Tout à l'heure, j'ai dit que les agriculteurs sont les premiers responsables des terres qui leur sont confiées, On a parlé aussi qu'il y a une attente sociétale. On peut trouver un équilibre entre permettre à quelqu'un de s'installer. La transmission est très importante...

Après on parle de gens qui sont intéressés par la qualité de la nourriture j'en suis bien content.

Il y a des gens qui préfèrent manger Mc' Do plutôt que du bio. On parle d'agroécologie et d'HVE. On arrive à mettre des étiquettes partout. Comment un consommateur peut-il s'y retrouver ?

La marque AB c'est compliqué à en faire, mais c'est facilement identifiable.

Il faudrait mettre en valeur l'agriculture vertueuse même si pas elle n'est pas bio ; il y a aussi un cahier des charges.

L'on retrouve du lindane alors que c'est interdit depuis pas mal d'années.

L'Europe nous interroge sur quelle PAC pour demain, mais y a du lobbying des grandes entreprises.

On a détricoté l'agriculture, il faudrait reconstruire de la cohérence

...une consommatrice :

Il faudrait communiquer, éduquer. Combien savent qu'on ne mange pas de fromage de chèvre a une période de l'année car les chèvres sont taries ? Au centre commercial, il y en a toute l'année.

Comment éduque-t-on, comment communique-t-on pour redonner ses lettres de noblesses à l'agriculture et qu'on puisse se rejoindre.

La PAC a su depuis les années 50, modifier l'agriculture française, la PAC a un énorme pouvoir

Il suffit d'une volonté politique. J'espère que ce qu'on dit ce soir ne restera pas lettre morte

...éleveur laitier :

Le lait « *C'est qui le patron ?* » a proposé une démarche vertueuse. Il a questionné le consommateur pour faire le cahier des charges. Le consommateur était d'accord de payer le lait plus cher.

Le mot subvention fait débat, notamment le financement par le contribuable (la PAC revient à 115€ par français) largement compensé par l'économie faite sur le prix du panier du ménage. L'effort du consommateur se neutralise.

...pépiniériste :

Dans ma profession on a un exemple flagrant. Pour redescendre les chaînes de valeurs. Le label rouge arrive sur les plantes. L'intérêt c'est qu'autour de la table on a le consommateur, le distributeur et le producteur.

... X, sur les importations :

40% de fruits et légumes communs sont importés d'Europe mais aussi de tous les continents, (Ex. poires d'Argentine, avocats du Pérou, etc...)

Il faudrait aussi cultiver en France les protéines végétales au lieu de les importer,

- cela nous donnerait plus d'indépendance alimentaire
- diminuerait l'impact écologique
- et serait favorable à notre balance commerciale.

En plus, quand on importe des produits à bas prix, on met à genoux les agriculteurs, les éleveurs et exploitants divers du pays

...Y, sur l'attractivité :

Comment parler d'attractivité pour les jeunes voulant s'installer dans ces activités

- avec le parcours du combattant pour acquérir une exploitation
- avec la dérégulation générale toujours en cours,
- la tendance à tirer les prix toujours vers le bas,
- l'incertitude sur les revenus possibles,
- les charges de travail qu'un exploitant doit assumer journalièrement sans perspective de congés.

Mais surtout ce qui devrait alerter c'est la vue des statistiques effarantes de suicides des agriculteurs ces dernières années, qui malheureusement ne semblent guère constituer une remise en cause de la politique agricole commune.

...X :

C'est compliqué de faire du bio... il faut pourtant mettre en valeur ce type d'agriculteurs. Comment fonctionne cette Europe ; il y a trop de lobbys puissants auprès des parlementaires, ce qui polluent les relations auprès des consommateurs.

La PAC a pourtant un énorme pouvoir si elle décidait de faire évoluer les mentalités : rapprocher les consommateurs et les agriculteurs...

... X :

Faire évoluer les consommateurs en leurs inculquant que la qualité doit être et sera à l'avenir valorisée, que le toujours moins cher est dépassé car néfaste sur tous les points aux consommateurs (manque d'équité, déplorable pour la santé, déséquilibre économique etc...)

Les labels sont toutefois une évolution vers cette tendance.

Il faut également préciser que l'agriculture française, malgré ses nombreuses carences est certainement à ce jour, celle qui respecte le plus les normes environnementales étant donné la faible taille des exploitations mais aussi l'intérêt pour cette profession

Les participants étaient-ils globalement d'accord sur ces constats, ou, des avis divers, voire opposés, se sont-ils exprimés ?

Comment les points d'accord et de désaccord étaient-ils justifiés ?

L'expression était libre et l'écoute a été respectueuse des opinions et avis émis. Cela se traduit par la richesse des échanges et exprime aussi la diversité des attentes et exigences vis à vis de la PAC

Les participants ont-ils formulé des propositions ?

Quelles étaient ces propositions ? Comment étaient-elles justifiées ? Ont-elles rencontré des critiques ?

Des propositions pour réformer la politique agricole commune ont été rarement exprimées directement et encore moins justifiées. Il n'y a donc pas eu d'échanges critiques entre les participants. Les parties organisatrices en ont relevé les principales en les reformulant pour qu'elles répondent aux difficultés rencontrées ou aux attentes des professionnels de l'agriculture et des consommateurs.

Voici donc ces propositions :

Les propositions pour la PAC

Les organisateurs du débat maison ImPACtons et les participants souhaitent que le Plan Stratégique National intègre les propositions suivantes :

1- Rôle direct vers des modèles agricoles

La nouvelle PAC doit aider toutes les filières agricoles à amplifier le développement et la mise en place des différents systèmes qualité proposés aux professions agricoles et aux transformateurs des productions : agriculture biologique, labellisations (label rouge, haute valeur environnementale...), et toutes démarches d'amélioration continue ou d'innovation. Elle doit apporter des soutiens financiers pour le montage des dossiers, pour l'accompagnement technique à la mise en œuvre et pendant les périodes de transition ou de reconversion.

Le juste Prix

La PAC est synonyme de subventions. Les agriculteurs sont d'accord pour que le prix qui constitue leur revenu couvre la totalité des coûts et du travail. Si ce n'est pas le cas, le rôle de la PAC n'est pas de masquer les effets néfastes d'une concurrence déloyale, de couvrir les profits surabondants des intermédiaires, par la subvention, mais au contraire de combattre ces effets négatifs par une taxation des produits entrants (au motif du respect des exigences environnementales, des droits humains),

rétablissant le juste prix. Comme cela ne peut se faire instantanément la subvention momentanée y remédie et est financée par la taxation évoquée.

La PAC doit soutenir les installations de nouveaux agriculteurs et la reprises des anciennes exploitations (cadre familiale et hors cadre familial).

L'aide de la PAC doit être conditionnée afin de favoriser davantage les petites structures qui s'engagent dans des démarches qualité et environnementale exigeantes.

La PAC doit passer d'une aide à l'hectare à une aide à la main d'œuvre (UTH)

La PAC doit émettre des critères à destination des organismes (tels la SAFER) de manière à faciliter les ventes de terre agricoles pour qu'elles reviennent aux agriculteurs et non à des investisseurs non agricoles.

Conditionner les aides de la PAC au respect du bien-être animal. Utiliser les outils existants tels que la Charte des bonnes pratiques d'élevage. Harmoniser cette action au niveau européen.

La PAC doit favoriser la mise en place d'une filière de production de protéines végétales pour s'affranchir d'importations extra européennes. (Les produits importés à bas prix, font une concurrence déloyale aux agriculteurs, ils maintiennent les travailleurs des pays tiers dans des conditions de travail et de rémunération indignes, loin des valeurs européennes et des attentes des consommateurs. - Cela nous donnerait plus d'indépendance alimentaire, diminuerait l'impact écologique, et serait favorable à la balance commerciale.

2- Rôle d'aide à la transition

La nouvelle PAC doit aider financièrement à la création et au développement des circuits courts. En particulier apporter des aides pour ramener de la plus-value sur l'exploitation ou sur le territoire en finançant des ateliers de transformation personnels ou collectifs et des systèmes de distribution locaux et de proximité.

La PAC doit aider à la réintroduction de variétés anciennes, de variétés moins consommatrices en eau, de variétés plus résilientes et plus adaptées au changement climatique, à ses températures, maladies, parasites associés, et créer des débouchés rentables pour ces cultures.

La PAC doit financer des dispositifs d'accompagnement tels les espaces tests agricoles et des associations, qui permettent d'aider à la transmission, à l'installation et à la formation de nouvelles générations d'agriculteurs. La PAC doit contribuer à harmoniser les références de compétences nécessaires à la reprise.

La PAC doit aider les agriculteurs dès le début de leur démarche de conversion ou de démarche qualité (notamment sur les investissements).

Le soutien à la vente directe doit être une des lignes de financement de la PAC

3- Amélioration du fonctionnement

La nouvelle PAC doit poursuivre et renforcer le financement des collectivités territoriales pour leur donner les moyens relatifs aux schémas d'orientations de type Plan Agricole Alimentaire Territorial (PAAT), qui contiennent notamment, installation, outils de production et de transformation.

La PAC doit aider à la création et à la pérennisation de fonctions supports pour les agriculteurs (postes administratifs et techniques, traitement des factures, recherches des subventions, aide au développement, recherches de débouchés...) pouvant être commun entre plusieurs exploitations par exemple. Elle peut aussi aider à financer des postes de conseillers qui aideraient les agriculteurs

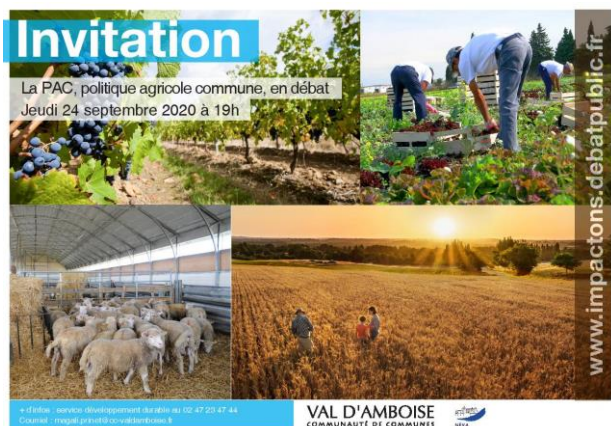
gratuitement à mettre en place des démarches vertueuses, adaptées au territoire sur leurs exploitations ainsi que des conseils pour atteindre les critères de labellisation.

La PAC doit financer les formations à des personnels remplaçants, permettant de garantir le respect des conditions de travail des agriculteurs équivalentes aux autres secteurs économiques (santé, congés...)

4- Du côté des clients, des consommateurs, du citoyen

Conditionner les aides à la recherche du meilleur circuit entre producteur et consommateur...trouver le financement par la taxation des circuits faisant voyager le produit inter pays ou continents, notamment par le bilan carbone.

Voulez-vous ajouter d'autres éléments (enregistrement, photos, vidéos...)



Invitation

La PAC, politique agricole commune, en débat
Jeudi 24 septembre 2020 à 19h

www.impactons.debatpublic.fr

VAL D'AMBOISE
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

NEVA



Thierry BOUTARD, Président de la Communauté de Communes du Val d'Amboise, Maire d'Amboise,
Philippe DENIAU, Vice-président délégué à la transition énergétique, au PCAET, à l'environnement,
aux transports, à la mobilité et à la GEMAPI,
René FILATRE, Président de l'Association NEVA, nature et environnement Val d'Amboise,
et Marcolle HUE, Vice-présidente de NEVA, coorganisateurs de ce débat
ont le plaisir de vous convier au

débat « imPACtons » organisé dans le cadre de la réforme de la PAC
Jeudi 24 septembre 2020 à 19 heures
à la Grange de Nègron, rue Paul Scarron, à Nazelles-Négron

Quelles propositions pour la politique agricole commune 2021-2027 ?
Débat ouvert aux professionnels du monde agricole. Merci d'informer les exploitants agricoles
de votre connaissance afin qu'ils participent à cette soirée.

Port du masque obligatoire

POUR PLUS D'INFORMATIONS, CONTACTER LE SERVICE DÉVELOPPEMENT DURABLE
au 02 47 23 48 08 - magali.priwet@cc-valdamboise.fr



Ce compte rendu est rédigé en version numérique (format Word 97/2000 XP) il est aussi enregistré en format .pdf

Renvoyé par courriel à : impactons@debat-cndp.fr

*(En outre ce compte rendu rédigé en version numérique,
est aussi envoyé sous forme papier à l'adresse postale suivante)
Commission Nationale du Débat Public (CNDP)
Débat ImpACtons ! 244 boulevard Saint-Germain, 75007 Paris)*

